



Vous trouverez ci-dessous nos dernières informations de notre section syndicale depuis le mois de novembre dernier.

Interpellation des élus locaux :

Le 16 novembre, des militants de l'intersyndicale CGT Finances 84, Solidaires Finances Publiques 84 et FO DGFIP 84 sont allés au salon des maires de Vaucluse pour interpeller les élus locaux sur les conséquences néfastes pour leurs finances des déboires de GMBI et d'autres problématiques qui ont été moins abordées dans les médias. C'est notamment le cas de la taxe d'urbanisme (TU), transférée du ministère de l'Ecologie vers les SDIF en 2022 avec un personnel largement insuffisant (et même sans transfert de personnel de la DDT en Vaucluse !). Ce transfert de mission s'opère conjointement avec la mise en place chaotique de GMBI, chronophage pour nos collègues du SDIF.

Dans ces conditions, au mois de novembre, les premières TU n'étaient toujours pas mises en recouvrement, ce qui va générer un manque à gagner conséquent pour les collectivités territoriales ! Dans ce tract, l'intersyndicale évoque également la mise en place du foncier innovant, coûteux pour l'Etat (plus de 30 millions d'euros) et néfaste pour les personnels puisque ce projet conduit à supprimer 300 emplois de géomètres.

Enfin, les SIE ne disposent pas de suffisamment de personnel pour mettre à jour les cotisations foncières des entreprises (CFE). Dans ces conditions, il en résulte parfois une absence d'imposition ou l'application d'une cotisation minimum de CFE en lieu et place d'une cotisation assise sur la valeur locative des biens passibles de la taxe foncière. Les recettes locales peuvent alors accuser une baisse substantielle.

Le tract remis aux élus locaux est en pièce jointe.

Suppressions d'emplois en Vaucluse :

Malgré les discours prononcés par l'administration centrale, les faits sont là et ils sont têtus, la DGFIP continue de perdre des emplois en 2024 ! Depuis le début des années 2000, ce sont plus de 40 000 postes qui ont été supprimés ! Au delà des tours de passe-passe auxquels se livre la Direction Générale, FO DGFIP relève que ce sont encore 783 emplois qui sont retirés dans les services déconcentrés (directions départementales et régionales). Sur le fond, le Syndicat ne peut que s'opposer à la poursuite dogmatique et aveugle des suppressions d'emplois qui prive les services des moyens nécessaires à l'exercice quotidien des missions et à l'amélioration des conditions de travail des personnels

En Vaucluse, l'implantation du centre de contact des professionnels à Carpentras au 1er septembre prochain permet de créer un service 49 postes. Un emploi lié au transfert de la TU est également créé. Au total, les transferts et redéploiements représentent 52 emplois. Toutefois, le PLF 2024 prévoit la création de 43 postes seulement dans notre département. En d'autres termes, si un

nouveau service est implanté dans notre département, les autres continuent de se vider de leurs agents ! Au final, notre DDFIP perd neuf emplois en 2024 !

CSAL du cinq décembre :

Cette instance correspondait à une deuxième convocation suite au rejet par l'ensemble des organisations syndicales du projet de règlement intérieur du CSAL de Vaucluse. La délégation l'a boycottée, elle avait présenté l'ensemble de ses observations en première convocation le 24 novembre dernier.

En revanche, à l'initiative de FO, une pétition intersyndicale du SIP Avignon intitulée "SIP au bord de la crise de nerfs" (en pièce jointe) a été remise par 16 agents de ce SIP qui ont envahi le CSAL. Dans ce texte, ils dénoncent le manque de bras pour réaliser leurs missions, que ce soit à la comptabilité, au secteur d'assiette ou encore au recouvrement. Devant le Directeur, les agents ont notamment précisé qu'ils étaient confrontés à une multiplication des priorités et que les dossier s'accumulaient sur l'ensemble des bureaux ! Ils ont également évoqué la perte de technicité de leur travail depuis la fusion avec le SIP Cavaillon. En d'autres termes, ils ont le sentiment de travailler dans une usine à gaz. En guise de réponse, le Directeur a dit qu'il fallait rechercher des solutions pour leur faciliter le travail avec moins de personnel. Il a notamment affirmé qu'il fallait prioriser les missions du SIP, quitte à en dégrader certaines...

Ce discours n'est pas acceptable, et les difficultés subies par les agents du SIP Avignon sont partagées par leurs collègues des autres SIP du département. Pour FO, le SIP de demain ne doit pas rendre un service public low-cost !

Toute l'équipe FO DGFIP 84 vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année !